

Conférence | Jeudi 9 février 2012

| Une monnaie locale et complémentaire à Nantes :

Une solution innovante et efficace face à la crise ?



Massimo AMATO, Economiste italien



[Massimo AMATO

Massimo Amato enseigne à l'université Bocconi de Milan. Depuis 15 ans, il consacre ses recherches à la monnaie, à travers le système et la pensée monétaire. Massimo Amato a publié en 2011 un ouvrage avec Luca Fantacci « The end of finance ». Il a été chercheur à l'Institut d'Études Avancées de Nantes en 2009/2010. C'est dans ce cadre que ses travaux ont suscité l'intérêt des acteurs de la métropole nantaise, alors en pleine réflexion sur les moyens de combattre la crise financière. Massimo Amato va nous expliquer ici en quoi une monnaie locale peut dynamiser le tissu économique.



[Propos introductif

Nous allons commencer avec une note qui accompagnait la proposition de John Maynard Keynes, économiste anglais, de créer une chambre de compensation internationale en 1944 lors des accords de Bretton Woods : « Le projet est exposé à la critique d'être compliqué et nouveau, peut être aussi utopique, non pas parce qu'il serait impraticable mais parce qu'il présuppose un degré d'intelligence, d'audacieux esprit novateur, de coopération, de confiance bien supérieur à ce qu'il est prudent ou bien raisonnable de supposer ». Sa proposition sera refusée. Le système monétaire que nous connaissons aujourd'hui n'est pas keynésien. Ce projet était-il vraiment irraisonnable ou irrationnel ? On ne peut pas le savoir mais le système qui s'effondre devant nos yeux s'est construit à partir de principes bien différents, qui apparaissaient au départ plus simples et plus rationnels mais qui se sont révélés abstraits et idéologiques.

Depuis l'après guerre, deux phases se sont succédées dans lesquelles la rationalité a été incarnée dans des instances différentes. Jusqu'aux années 80, la rationalité était représentée par les Etats et leur capacité de régulation du marché financier, en nationalisant les banques et en contrôlant les flux internationaux de capitaux. Ensuite, avec l'arrivée de Margareth Thatcher au pouvoir, on décide de déréglementer en partant du principe que le marché doit s'auto réguler. Maintenant que nous sommes en crise, la question se pose : doit-on de nouveau réglementer les marchés financiers ou les laisser encore s'auto réguler ? On ne met jamais en doute la nature de marché de la finance mais pourtant l'assimilation entre finance et marché financier n'est pas évidente.

Quelle est la nature du marché financier ? C'est un marché où les marchandises sont le crédit et la monnaie c'est-à-dire une relation et un instrument et non pas des biens d'usage. La monnaie sert à compter et à payer et le crédit à avoir du temps. Pourquoi tous deux deviennent-ils des marchandises ? Le marché financier suppose cet échange étrange entre monnaie et titres. Pour cela, la monnaie doit être non seulement une marchandise mais aussi un dépôt de richesse et une réserve de valeur. Celle-ci « ne pourrait jamais », c'est-à-dire que vous pouvez soustraire l'argent indéfiniment de la circulation et être payé pour l'en remettre (taux d'intérêt).

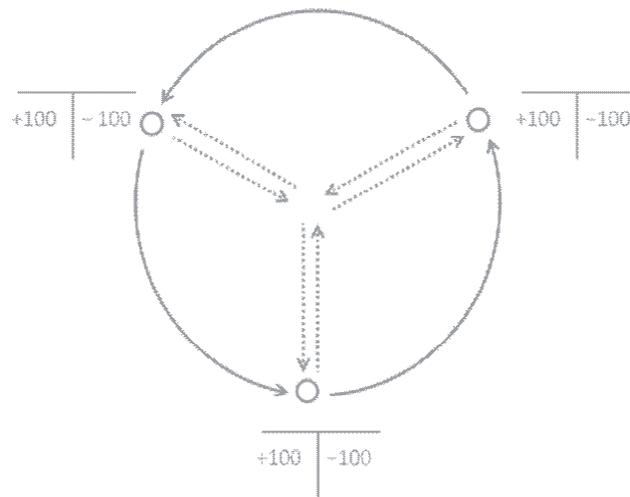


La crise a révélé l'absurdité de cette abondance de monnaie qui vient de son accumulabilité indéfinie. Depuis 4 ans, on a triplé la base monétaire américaine, doublé la base monétaire européenne mais les crédits stagnent. Les entreprises n'ont pas de crédit et la monnaie augmente. Le déraisonnable ne serait-il pas alors dans la forme du marché lui-même ? Peut-on penser et pratiquer la finance autrement que comme un marché ?

Revenons au projet de Keynes qui souhaitait relancer le commerce mondial au lendemain de la 2^{de} guerre mondiale. Ce n'était pas un projet étatiste mais libéral, fondé sur le principe de la compensation. Pour qu'il y ait finance et crédit, il n'est pas nécessaire que la finance prenne la forme d'un marché, ni que la monnaie soit une marchandise. Il suffit que la monnaie soit un simple instrument pour comptabiliser les relations de dettes et de créances entre acteurs. A propos de ce projet, Keynes aimait dire : « it's eutopia, not utopia ».

Trois nations veulent commercer mais n'ont pas d'argent. En 1944, c'est ce qui se produit. Les Etats-Unis possèdent 90% de l'or mondial donc il n'y a pas d'or pour acheter les marchandises américaines. Les américains ont également un problème c'est-à-dire qu'ils produisent mais ils n'arrivent pas à vendre. Pour Keynes, nous ne sommes pas des fétichistes, nous n'avons pas besoin de l'or. Les 3 Etats se rendent dans la banque « International Clearing Union » et ouvrent un compte courant sur lequel ils ne déposent rien. La monnaie s'appelle le « bancor », elle n'est qu'unité de compte. Si vous n'avez pas d'argent, je peux vous faire crédit en attendant que vous me payiez ultérieurement. C'est la base du crédit commercial. Le risque, c'est que la créance se transforme en impayé, mais imaginons que vous puissiez transférer votre créance à un autre pays qui vous donne des marchandises dont vous avez besoin. Il reste toujours un pays qui n'a pas été payé mais si vous produisez une marchandise dont a besoin ce pays, chacun se retrouve, après les échanges faits, avec un solde à zéro. Finalement, ici, nous n'avons pas besoin de monnaie mais plutôt de coopération, de confiance et d'un outil comptable. Nous avons mis en place un circuit d'échanges dans lequel la monnaie ne compte pas. Une fois son travail effectué, elle disparaît.





[*Nature de la monnaie*

Que recherche-t-on lors d'un échange ? Une monnaie ou quelque chose de réel. Est-ce qu'on mange de la monnaie lorsque l'on a faim ? La monnaie sert à être dépensée et ici, nous avons relancé le commerce international. A travers cet exemple, on constate que **la monnaie n'a pas besoin d'être une marchandise. La monnaie a été créée et détruite.** Cela ne peut être le cas d'une marchandise, qui est détruite lorsqu'elle est consommée. En revanche la monnaie disparaît, elle est au service l'échange de biens. C'est un système de troc intelligent et multilatéral. Ni la double coïncidence des besoins, ni le marché dérégulé, ni la régulation étatique des marchés ne sont nécessaires à la compensation. De plus, la banque est publique, non pas par la présence de capitaux publics mais par sa logique. C'est une banque au service des échanges, des échanges publics effectués en transparence.



[*Nature de la finance*

Dans le projet de Keynes, **le crédit reste une relation entre débiteurs et créanciers**. Cette relation est solidaire : **débiteurs et créanciers font face ensemble au risque inhérent à tout acte financier** c'est-à-dire le non paiement de la dette. En France, quand vous vous engagez dans une dette, on vous rappelle qu'il ne faut pas s'engager au-delà de ses possibilités. Mais jamais, en économie, si je m'engage, je sais en avance avec certitude si je pourrais payer. Trop de circonstances échappent au calcul. La faillite ne peut être éliminée de l'activité économique. Nous ne sommes pas dans un régime de certitudes : nous ne sommes pas Dieu ! Ni les créanciers, ni les débiteurs ne peuvent savoir en avance si la dette sera payée. C'est pourquoi il faut coopérer pour que la dette soit payable. **La relation aux dettes doit être coopérative**. Les créanciers rendent les dettes payables en dépensant leur argent. **La coopération sur le plan financier se justifie sur des avantages réels et réciproques**. Si les débiteurs achètent sans argent, les créanciers ont vendu des marchandises qu'ils n'auraient pas pu vendre dans d'autres circonstances. De plus, **la coopération est multilatérale**. Si les débiteurs peuvent payer leur dette, c'est parce que les créanciers ont dépensé. **La confiance est également réciproque et multilatérale**. La compensation est une forme de crédit mutualisé entre les participants de l'échange. Ce n'est pas la banque qui fait crédit mais les participants à l'échange entre eux.

[*Nature de la banque*

L'objectif final est l'équilibre comptable. **Le surplus et le déficit sont des déséquilibres**. Si on reste en surplus, on empêche le mécanisme de fonctionner. Cette **symétrie autorise la chambre de compensation à imposer des pénalités**, soit aux comptes en déficit, soit aux comptes en surplus, afin que tout compte puisse revenir à l'équilibre. Keynes imagine que les débiteurs paient un intérêt. C'est également valable pour les créanciers. S'ils ne dépensent pas, leurs créances diminuent. **La banque qui gère la compensation n'est qu'un simple intermédiaire** qui permet de financer les échanges de biens et donc l'économie réelle sans que personne ne soit obligé de passer par un marché de la monnaie et du crédit. C'est un autre modèle de finance qui n'est pas si étrange puisqu'entre 1950 et 1958, c'est de cette manière que l'Europe est sortie de la crise d'après-guerre. C'est la chambre européenne de compensation qui a permis à l'Allemagne, qui



n'était pas un pays créateur à l'époque, de sortir de la crise et de connaître le miracle économique allemand. En 1950, l'Allemagne était dans la position de la Grèce. Le miracle s'est également produit en Italie puisque elle est sortie de sa condition de pays rural entre 1950 et 1958. Keynes a pensé plus profondément les implications économiques, philosophiques, politiques et idéologiques du système.

[Et à l'échelle locale ?

Aujourd'hui, peut-on imaginer le modèle de Keynes pensé pour le commerce international à une échelle locale ? Bien sûr ! On pourrait faire la même chose en 2013 et pourquoi pas à Nantes. A la différence près que la chambre de compensation serait un circuit de crédit local administré par une banque publique locale qui gère les comptes des entreprises locales. Dans la mesure où il y a des échanges locaux, où l'entreprise a des clients et des fournisseurs sur Nantes, elle peut entrer dans ce circuit même si elle est domiciliée à Singapour. Ce n'est pas une question de localisation. Il faut savoir soutenir les échanges économiques locaux.

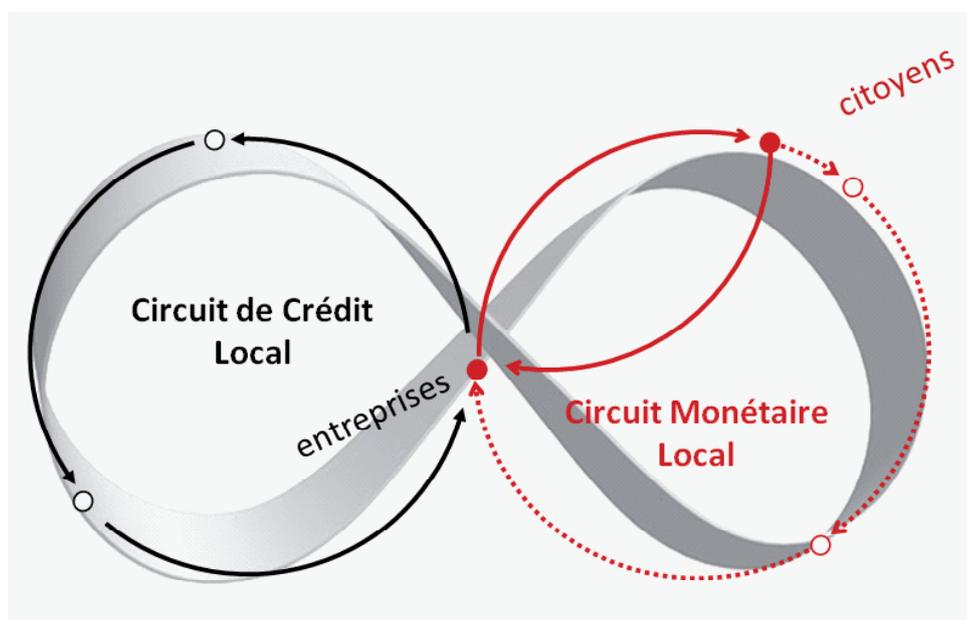
La question du local est ambiguë et risquée. **D'abord, le circuit serait complémentaire.** L'unité de compte de la monnaie locale aurait un rapport fixe de parité avec l'euro et sans possibilité de conversion. Si on a des actifs en monnaie locale, on ne peut pas les convertir en euros. C'est un circuit étanche qui ne sert que les échanges locaux et c'est un circuit spécialisé qui complète les échanges en euro. On pourrait imaginer capter 15 à 20% des échanges réalisés sur Nantes. L'analogie est forte avec le projet keynésien puisqu'il pensait une complémentarité forte entre une monnaie internationale, le bancor, et les monnaies nationales. Ici, il y a une complémentarité entre l'euro et l'unité de compte local. Ensuite, **le principe de la subsidiarité est essentiel.** Si je peux me ressourcer ici, je me ressource ici. Ce qu'on peut faire à un niveau local, pourquoi le faire à un niveau global ?

La différence avec le projet de Keynes est la dimension locale qui implique une limitation c'est-à-dire que seule une partie des échanges est concernée. Mais, la limitation a ses avantages. Le risque d'un circuit local est le non bouclage d'un système c'est-à-dire que dans une situation concrète, l'entreprise, par exemple, a des possibilités de vendre à l'intérieur du circuit mais aucune possibilité d'acheter. Comme elle ne peut pas convertir ses actifs en euros et que la monnaie locale ne lui donne pas d'intérêts positifs, cela serait suicidaire de vendre avec la monnaie locale.



La condition opérationnelle est que toute entreprise puisse vendre autant qu'elle achète avec la monnaie locale.

Dans un système, trois éléments sont toujours locaux : **les individus**, travailleurs dans les entreprises, citoyens d'une communauté et consommateurs ; **l'économie sociale et solidaire** en tant qu'acteur économique puissant et laboratoire de cohésion sociale ; et **l'administration publique locale**. Ces trois acteurs peuvent contribuer à boucler le circuit de crédit local. **La question du dialogue est très importante**. Un instrument de ce type est difficile à gérer si on ne se parle pas. Si l'entreprise paie une partie des salaires en monnaie locale, les citoyens peuvent dépenser dans les entreprises. S'ils ne dépensent pas, ils peuvent être soumis à un petit taux d'intérêt négatif ce qui implique qu'une partie de leur solde soit déplacé sur un autre compte qu'ils pourraient utiliser pour financer l'économie sociale et solidaire. Si vous donnez de l'argent à des associations, il est évident qu'elles le dépensent. **Deux circuits se soutiennent réciproquement** : le crédit par compensation et la circulation monétaire locale. La monnaie locale qui passe dans les mains des citoyens ne peut être que dépensée intégralement auprès de l'ensemble des entreprises locales adhérant au circuit. Il y a un effet de soutien et de multiplication de la demande locale ce qui entraîne un soutien de la production locale, de l'emploi local... et donc une augmentation ultérieure de la demande locale et ainsi de suite. Dans ce système, le crédit local alimente le circuit monétaire qui alimente à son tour le crédit local.



[*Imaginons Nantes en 2030*]

Comment parvenir à ce que 20% de l'économie nantaise fonctionne de cette manière en 2030 ? Ici, nous avons les avantages de l'économie close mais sans clôture localiste. Ce n'est pas l'autarcie de Mussolini mais plutôt celle d'Aristote ! C'est une autarcie qui s'harmonise parfaitement avec un esprit universaliste. Si une économie est forte au niveau local, elle est plus concurrentielle à un niveau international. Si le tissu social est plus fort et plus cohérent, Nantes sera alors une place économique plus forte. Et c'est comme cela qu'il faut réagir, de manière non réactionnaire, à une crise qui vient de la mondialisation financière. La France est en campagne électorale et la question de la démondialisation a été évoquée à gauche et à droite. Mais, le contraire d'une idée fausse n'est pas toujours une idée vraie. La mondialisation a été faussée par une idéologie : si on mondialise, tout va bien. Maintenant, il ne faut pas imaginer que si on démondialise, tout ira mieux. Il faut sortir de ce que Kant appelait les « antinomies de la raison ». **La monnaie locale rend possible une dynamique complémentaire qui soutient le tissu économique d'un territoire en soutenant ainsi, de ce même fait, sa compétitivité globale.**

Ce circuit pourrait devenir un outil important au niveau d'un territoire pour mieux articuler la dimension locale et la vocation européenne du territoire, les exigences de l'entreprise en termes de financement et le juste espoir du monde du travail, à travers la lutte contre le chômage et le soutien des salaires par exemple, la dimension économique au sens strict et la dimension sociale de la vie locale. Il s'agit d'articuler et non d'uniformiser et c'est pour cela qu'il faut imaginer un esprit de coopération. La coopération est à l'économie ce que la démocratie est à la politique. La démocratie, c'est l'égalité des droits, des fonctions et des possibilités. La coopération ne requiert pas l'égalité au sens strict mais elle requiert une pleine reconnaissance des compétences de chacun. En économie, nous ne sommes pas tous égaux. Le cas échéant, il n'y aurait pas d'échanges possibles. La différence doit s'articuler de façon avantageuse et juste pour tous.

La monnaie locale est un instrument coopératif pour travailler ensemble et pour se parler les uns, les autres. J'imagine une monnaie qui fasse parler les gens. Une monnaie qui présuppose le dialogue doit être construite avec le dialogue. Il faut ouvrir le dialogue entre ceux qui vont faire le circuit, donc entre entreprises et travailleurs. Plus il y aura d'adhésion au circuit et de cohésion, plus il y aura d'avantages à rentrer dans le circuit. Si vous êtes convaincus, le circuit fonctionnera : c'est l'effet de la confiance. Et depuis 4 ans, on assiste à une



crise de la confiance mondiale. Personne ne fait confiance à personne. En ce qui concerne la crise des liquidités, ce ne sont pas seulement les banques qui ne donnent pas d'argent aux entreprises, des grandes entreprises n'utilisent pas l'argent parce qu'elles ne se fient pas.

Où réside la difficulté dans le dialogue ? Nous ne sommes pas habitués à dialoguer à cause de la finance globalisée, la domination néolibérale des 30 dernières années et une certaine incapacité à évaluer les avantages économiques de la coopération. Un système comme celui-ci pourrait donc ne pas fonctionner par **myopie et surdité des acteurs** : on ne voit pas et on n'entend pas. La myopie nous vient de la financiarisation : on appelle cela le paradoxe de l'épargne. Je ne me fie pas donc je n'investis pas et comme je n'investis pas, l'économie va mal donc il y a des raisons de se méfier. La surdité est le conflit potentiel entre l'entreprise et ses travailleurs. Mais c'est un conflit que l'on peut surmonter s'il n'est pas alourdi par le poids de la rente. Une entreprise avec des difficultés de compétition qui cumule le poids de la rente, c'est-à-dire les intérêts qu'elle doit payer pour se ravitailler en capital, tend à faire tomber sur les travailleurs le coût de l'ajustement. On a appelé ceci la flexibilité. Le travail doit être flexible mais les travailleurs sont avant tout des citoyens et des consommateurs. Il y a un effet pervers économique. Les salaires grimpaient pendant les 30 glorieuses

[*Le courage*

Keynes se demandait : est-ce raisonnable de présumer un degré de confiance, d'intelligence, d'audace et de coopération ? On a cru être rationaliste et que l'efficacité économique ne passait que par le calcul. C'est la logique de la rente : je calcule mon avantage et peu importe pour le reste. La logique néo libérale n'est pas libérale mais technocratique : on s'imagine pouvoir tout contrôler. L'efficacité économique passe par le calcul sans dialogue jusqu'au point où on ne parle plus dans les marchés financiers. On n'entend que le bruit des ordinateurs. Le rationalisme des 30 dernières années n'est peut être pas économiquement raisonnable. L'écrivain Chesterton disait : « Le fou, c'est quelqu'un qui a tout perdu sauf la raison. » Il est peut être temps d'être moins rationaliste et plus raisonnable. Quelle est la différence entre raisonnable et rationnel ? En 1936, dans la théorie générale, Keynes dit : « face à l'incertitude structurelle dans toute activité économique, il faut savoir intégrer les calculs avec les animal spirits. » Par animal spirits, il faut entendre le courage. Il faut calculer mais aussi avoir du courage. La forme la plus belle du courage en économie est la longanimité, en d'autres termes l'endurance c'est-à-dire la capacité à tenir bon.



Pour construire un système de monnaie coopératif, il faut s'appuyer sur des principes solides, bien calculer, parvenir à des formes d'équilibre et il faut avoir du cœur et du courage non pas pour s'opposer mais pour parler aux autres. La coopération fait face aux risques que les rentiers fuient toujours.

I Débat avec le public :

1. La monnaie locale n'est-elle pas la forme sophistiquée du troc ? Je pense notamment à des essais de coopératives, type SEL (systèmes d'échanges locaux), où les personnes échangent des services.

Oui, tout à fait. Keynes disait : « après le troc, les hommes n'ont rien inventé de bon ». Tous les systèmes monétaires que nous avons inventés ne sont pas bons. Ils créent des crises et des guerres. Ce qui compte, c'est que chacun puisse avoir les biens dont il a besoin. C'est à cela que se résume l'économie réelle. Dès qu'il y a accumulation monétaire, il y a nécessairement déséquilibre.

2. Connaissez-vous dans le monde des systèmes semblables à celui que vous proposez ?

L'expérimentation la plus intéressante et sur laquelle il faudra faire des études poussées, c'est l'Union Européenne des Paiements, de 1950 à 1958. Sa performance était formidable. Ce n'est pas le plan Marshall qui a fait redémarrer l'Europe. L'Union Européenne des paiements comptabilisait les dettes et les créances des pays membres européens en dollars. Le dollar était dans ce contexte une vraie monnaie internationale, car il n'était la monnaie nationale d'aucun des pays qui pratiquait la compensation.

Dans les années 30, aux Etats-Unis, 3000 expérimentations de ce type ont été lancées. En Allemagne, en 1933, on en comptait 300. Hitler a fermé les laboratoires allemands. Pourquoi ont-elles échoué ? C'était le moment des Etats et non de la subsidiarité. Aujourd'hui, c'est peut être le bon moment de créer l'argent localement.



3. Dans votre exposé, il manque le temps. Qu'en est-il de l'impact de l'inflation par exemple ?

La monnaie locale est surtout un instrument qui ne sert pas les investissements. Même dans l'esprit de Keynes, il aurait fallu créer une banque parallèle pour les investissements. Dans notre système, c'est le principe du partage des risques qui prévaut. On a le droit de gagner si on accepte de risquer. L'inflation est la grande objection que l'on a faite à Keynes. Mais c'est le système mis en place qui est inflationniste en permettant à chacun de s'endetter indéfiniment. Dans notre nouveau système nous avons prévu des quotas et des plafonds. On s'endette dans la mesure de ses possibilités pour limiter les risques d'inflation. Mais aussi il n'est pas permis d'accumuler au-delà d'un certain seuil. A partir de cette symétrie dans le traitement des dettes et des créances, la monnaie créée par l'endettement est détruite par la dépense des créances.

4. Joseph Stiglitz a critiqué la dérégulation mise en place par Reagan. Selon cet économiste, il était fondamental de créer une régulation intelligente pour permettre à tout citoyen de profiter de l'économie. Dans son ouvrage datant d'il y a 20 ans, il a dénoncé la politique qui a créé la catastrophe mondiale. Tout ce qu'il a écrit se déroule depuis 2007. Que pensez-vous de la réflexion de Joseph Stiglitz ?

Joseph Stiglitz est un repentir puisqu'il a contribué lui-même à créer la logique de déréglementation. Il n'était pas dans l'opposition quand la Banque Mondiale a viré vers le néo-libéralisme. Ce n'est qu'ensuite qu'il a démissionné. Il faut sortir de l'idée du tout ou rien et dans ce sens, je suis d'accord avec lui. Si on me disait : « on vous laisse 6 mois pour refaire le système mondial », j'aurais quelques idées. Il faut avant tout bloquer les excès. Si on regarde en Angleterre, les fonds propres des banques sont passés de 40% à 1%. Aujourd'hui, on dit aux banques qu'il leur faut plus de moyens propres, ce qui implique un ravitaillement auprès des marchés mais aussi finalement une diminution de leur capacité de prêter. On voit bien qu'il y a des limites et qu'on ne peut pas tout renverser. Très rapidement, on pourrait mettre en place la taxe Tobin sur les transactions financières pour éviter de générer des milliers d'opérations financières à but spéculatif (le « frequency trading » par exemple) et limiter le champ d'action de la finance. Puis, il faut réarticuler l'intérieur de la finance. Chaque institution bancaire doit avoir des buts précis et des limitations fonctionnelles et locales. Enfin, il faut imaginer des formes financières qui n'ont même pas besoin d'être réglementées. Un schéma de finance coopératif n'a pas besoin de régulation. Il s'auto régule par la coopération et non par l'individualisme et l'égoïsme. Des députés allemands ont proposé de refaire l'Union Européenne des paiements. On pourrait mettre en place ce système d'ici 6 mois si les intérêts électoraux ne poussaient pas les uns et les autres à désigner des vertueux et des pêcheurs.



5. Quelles conditions doit remplir l'organisme qui va gérer la caisse de compensation ? Quelles qualités doit-il avoir ? C'est le crédit municipal qui est en perspective pour gérer ce système de monnaie locale. Quelle place sera attribuée aux autres organismes ?

Le Crédit Municipal pourrait gérer, en effet, d'un point de vue technique la Chambre de Compensation. L'opération serait technique c'est-à-dire une tenue de comptes. Le Crédit Municipal a déjà tous les agréments nécessaires. Il ne doit donc rien demander à la Banque de France. Par ailleurs, celle-ci regarde avec un œil bienveillant l'opération nantaise. Evidemment, il faudra développer des capacités techniques poussées, pour l'évaluation des plafonds ou les modes d'utilisation de la monnaie par les entreprises et particuliers. Le Crédit Municipal est celui qui fait fonctionner le système : c'est le bras armé. L'organe de gouvernance devra être une association dans laquelle toutes les composantes du circuit seront représentées et auront le droit de parole. On a imaginé l'appeler « l'agora de Nantes ». En Grèce, c'est la place du marché et c'est le lieu où l'on prend les décisions politiques. Certaines activités seront bien sûr gérées par des organismes techniques. L'idée d'une mise en transparence du système est essentielle. Le circuit, c'est aussi une manière de se connaître.

Le Crédit Municipal est une banque particulière puisqu'elle détient le monopole du prêt sur gages. Il ne peut pas faire de crédits aux entreprises mais il peut gérer un système de paiement où les entreprises se font elle-même des crédits. La banque Wir, que le Maire de Nantes a évoqué lors de l'annonce du projet mi-décembre, existe depuis 1934. Cette banque effectue des prêts en monnaie locale. Ce ne sera justement pas le cas de Nantes, où le Crédit Municipal gèrera un système de paiements. Dans les deux cas l'étanchéité du système exige que tous les comptes soient dans le livre comptable d'une seule banque c'est-à-dire qu'il n'y ait pas d'opérations interbancaires. Le risque de liquidités pour les banques est présent quand l'argent sort de leurs bilans. Il n'y a pas de concurrence entre Crédit Municipal et les autres banques puisqu'il ne va pas faire de récolte. Dans un système de paiements on n'a pas besoin d'emprunter de l'argent pour ensuite le prêter. Le secteur bancaire sera plutôt concurrencé par une autre forme de banque. Mais l'accueil du projet n'est absolument pas hostile dans le milieu bancaire. Certaines spécialisations vont même devenir possibles, comme l'investissement à long terme qui n'est pas dans les attributions du Crédit Municipal. On ne pourra jamais financer les investissements moyen et long terme avec la compensation. La théorie de la banque moderne nous dit qu'une banque suffisamment grande, avec une différence de 1,5% entre les taux qu'elle paie et qu'elle fait payer, fait son affaire. Comme il n'y a pas de coût pour la récolte de l'argent, le coût de la liquidité auprès du Crédit Municipal sera de environ 1,5%. Et c'est là que réside l'avantage pour les entreprises : obtenir un service pour un prix largement inférieur.



6. Que se passe-t-il dans votre système si une entreprise fait faillite et dépose le bilan ?

C'est exactement le même problème qu'avec une activité bancaire traditionnelle. Il y aura toujours des gens qui trichent ou qui n'ont pas de chance. Mais peut-être qu'avec ce système on aura moins de risques de faire faillite, même si l'on ne peut pas totalement l'éviter. Il faudra, comme le fait déjà le système bancaire, prévoir des fonds de garantie, soit en euro soit, en monnaie locale soit dans les deux. Le Crédit Municipal pourrait alimenter des fonds avec les commissions, les pénalités et les cotisations.

7. Ne pensez-vous pas que votre projet est trop intelligent dans un monde qui ne l'est pas ?

C'était le problème de Keynes. Il s'était marié avec une danseuse qui lisait tout ce qu'il écrivait. Sa phrase préférée était : « it's too simple, it must be wrong ». Les idées de Keynes étaient d'une simplicité incroyable et c'était peut être pour cela qu'elles étaient intelligentes, et qu'elles ont eu du mal à passer sans être défigurées.

8. Comment faites-vous pour que ce système s'affranchisse des lois et des taxes de l'Etat ?

Pas besoin que le système s'affranchisse de l'Etat. Sur des transactions effectuées en monnaie locale, la TVA peut très bien être réglée en euros. Il faut envisager l'étanchéité du système à la lumière de la complémentarité. Ce ne sont pas des gestions séparées mais des gestions qui s'articulent.

9. En tant qu'entrepreneur, comment réglez-vous l'écriture comptable ?

C'est très simple ! Si vous faites une facture équivalente à 1000 € et que la personne qui vous règle, vous paie 700 € et 300 € en poulets, faites-vous une comptabilité en Euros ou en poulets ? Dans les créances, vous mettez l'équivalent des poulets en Euros. Il n'y a pas besoin d'une autre comptabilité. Je trouve votre question très importante : si un système n'était pas viable au niveau comptable, on ne pourrait jamais le mettre en place. Aujourd'hui, quand on est payé en nature, on le comptabilise.



10. La TVA sera sur les 700 € ou sur les 1000 € ?

Sur les 1000 € bien sur ! Le système ne sert pas à ne pas payer les impôts. Nous sommes en France donc les impôts on les paye. Avec mes 700 €, je peux payer les impôts et les taxes sans problèmes. De même pour les salaires et les charges sociales. L'Italie, sur ce point, est plus avancée sur Nantes. Depuis un an, je dialogue avec l'un des secrétaires nationaux de la CGIL (la « CGT italienne », avec 6 millions d'adhérents). Dès qu'il a eu connaissance du projet de monnaie locale, il s'est positionné pour et a compris que ce n'était pas un instrument pour détruire la négociation nationale mais pour intégrer une négociation de deuxième niveau c'est-à-dire une négociation entreprise par entreprise. Mais il faut un accord : l'entrepreneur propose et les salariés doivent dire oui, ou vice-versa.

11. La base de ce système est le dialogue. Comment projette-t-on de dialoguer auprès des jeunes ?

C'est un pari politique et il y a un véritable travail à effectuer désormais. Quand une théorie est bien fondée, on peut la transmettre. Dans l'université où j'enseigne, les étudiants sont plutôt contents des théories que je leur propose. Au départ, ils résistent mais ils prennent conscience que beaucoup de raisonnements économiques différents sont possibles. L'argent n'est pas l'objectif de l'entrepreneur : il sert simplement à acheter et à vendre ! Par contre, pour les rentiers, l'argent est un objectif. Le rentier est un problème et non une solution. Keynes parlait de l'« euthanasie du rentier ». Mais il ne voulait tuer personne. Pour qui sait entendre cela signifie qu'il faut plutôt savoir « tuer » le rentier qui est en nous, celui qui souhaite être sûr de ses placements. L'entrepreneur, lui, sait que la justification sociale, c'est le risque et il n'a pas peur de cela.

12. Comment gérez-vous l'individualité dans votre système ? Comment appréhender notre avenir dans de telles conditions ?

Le jour où l'avenir sera de nouveau l'inconnu, nous pourrons recommencer à vivre nos vies dans leur singularité et en même temps ensemble. Il faut admettre la dimension de l'inconnu et de l'aventure dans l'économie aussi et c'est cela qui nous permettra de surmonter l'individualisme autoréférentiel qui veut que tout soit assuré d'avance. Car c'est cette promesse de sûreté absolue ce qui a fait la force idéologique des marchés financiers.



■ Les conférences-débats d'IK ■

Moments privilégiés pour venir échanger avec une personnalité reconnue autour d'une thématique économique, sociale, ou culturelle.

Espace d'expression et de transmission, ces rencontres contribuent à enrichir les hommes et les femmes, acteurs de leur territoire.

| Une soirée d'échanges avec une personnalité <

> Un espace de discussion convivial autour d'un cocktail dinatoire |

